

Les 21 et 22 juin, VOTEZ pour les listes :

## **UNION POUR L'UPEC : UNIVERSITÉ PUBLIQUE ÉTHIQUE ET COLLÉGIALE**

Dans un contexte de mise en concurrence des universités, des labos et des personnes, de baisse des financements pérennes et des taux d'encadrement, l'Université est mise à rude épreuve, et l'UPEC en particulier. Souffrance au travail liée à un taux de rotation élevé dans les services, absence de débats stratégiques dans les conseils centraux, non-respect de leurs avis, opacité des décisions : sous l'effet de la LPR, le localisme et le présidentielisme mettent à mal la démocratie universitaire et entravent nos missions de service public. En dépit de son intense communication interne, l'équipe sortante peine à masquer ses difficultés de positionnement dans le paysage universitaire francilien. Si l'UPEC a bénéficié récemment d'ouvertures de formations, et donc de postes, décidées par le Ministère (plan IUT) – ce dont chacun peut se réjouir – le soutien aux niveaux master et doctorat, adossés à la recherche, n'a pas suivi : la manne des postes, essentiellement fléchés vers le premier cycle universitaire, ne peut masquer les risques pour notre université de se voir transformée en collège universitaire. Là est l'enjeu majeur pour les années à venir : **travailler à ce que l'UPEC demeure la grande université pluridisciplinaire de la recherche et de la formation qu'elle est encore.**

Pour cela, il faut en finir avec la stratégie du coup par coup, retrouver le chemin de la délibération publique pour fédérer toute la communauté. Car l'UPEC, dont la pluridisciplinarité constitue le principal atout, a besoin de toutes ses forces pour s'affirmer dans le nouveau contexte francilien et international. Il faut une présidence qui porte la voix de l'UPEC au Ministère et devant France Universités (ex-CPU), et non l'inverse.

Les listes « **Union pour l'UPEC : Université Publique, Ethique et Collégiale** » rassemblent des collègues d'opinions très diverses mais qui partagent le même constat de dégradation et la même volonté de refonder la politique de notre université sur les valeurs démocratiques que nous devrions tous partager : éthique, collégialité, transparence, service public... A cette condition seulement, l'expression « Université engagée » désormais accolée à « UPEC » pourra devenir autre chose qu'une simple bannière publicitaire.

**Les candidat.es de la liste « Union pour l'UPEC » qui sollicitent vos suffrages s'engagent sur les points suivants, qui constitueront les axes d'une nouvelle politique pour l'UPEC :**

### **Fonctionnement et « gouvernance »**

- . Défendre et respecter les instances élues de l'université qui doivent redevenir le lieu du débat et de la décision.
- . Mettre en place des procédures transparentes et collégiales au plan local pour encadrer les décisions présidentielles permises par la LPR sur les primes, l'avancement, les promotions ; et respecter les avis du CNU...
- . Redonner une cohérence à la politique de l'UPEC : plutôt que de démultiplier les initiatives, cibler et hiérarchiser les objectifs stratégiques pour mobiliser largement la communauté universitaire et donner du sens à l'action.
- . Equilibrer les pouvoirs entre les composantes et le central, en définissant clairement des règles de subsidiarité, afin d'éviter autant le présidentielisme que le « féodalisme ».
- . Au sein du CA, attribuer la présidence de la commission des moyens à l'opposition.

### **Statuts de la fonction publique et statuts de l'université**

- . Défendre les statuts de la fonction publique : définition des services, libertés académiques, diplômes nationaux...
- . S'opposer aux dérives institutionnelles, comme la mise en place des « établissements expérimentaux » qui visent surtout au contournement des règles de la fonction publique.

### **Politique de recrutement et de gestion des personnels**

- . Maintenir le principe de publication de tous les postes attribués à l'UPEC. Rétablir au conseil d'administration la transparence dans la répartition des postes par composantes et laboratoires (supprimée cette année par la présidence).
- . Assurer la titularisation des contractuels en fin de CDD et refuser les recrutements sur chaires junior.
- . Mettre en place un véritable programme d'accueil des collègues non-titulaires et d'engagement pour une défense plus scrupuleuse de leurs droits.
- . En finir avec le recours trop systématique aux très coûteux cabinets de conseil, dont le financement demeure hors du contrôle du Conseil d'Administration, et exiger du Ministère qu'il donne aux services de l'université les moyens de fonctionner et de répondre aux besoins de l'Université.

### **Politique de recherche**

- . Reprendre la stratégie affichée – mais demeurée essentiellement déclarative – des « cinq axes stratégiques » à l'UPEC, qui prenait acte de la pluridisciplinarité de notre université, et cela sans exclusive car chacun sait que d'excellentes recherches « indépendantes », disciplinaires, peuvent aussi se faire en dehors des axes.
- . Rééquilibrer la politique de recherche entre les différentes composantes, de manière à y intégrer

davantage de laboratoires et à éviter que dans les prochaines années, l'engagement financier de l'UPEC pour la recherche ne soit limité aux seuls labos ayant déjà obtenu un financement.

. En finir avec la politique qui consiste à répondre dans l'urgence à tous les Appels à Projets qui se présentent, sans concertation des acteurs de l'UPEC sur les priorités, afin d'éviter que ce soit toujours les mêmes secteurs, voire les mêmes laboratoires, qui bénéficient des financements de l'Université, sachant que l'université co-financera finalement sur fonds propres 50 à 80% du coût de tout projet ayant obtenu un financement par AAP.

. Mettre en place dans ce but un conseil des directeurs de laboratoires, qui sera le pendant du Codir pour les composantes.

. Renforcer les fonctions supports des laboratoires ; augmenter le nombre d'allocations doctorales financées à l'échelle des écoles doctorales.

. Développer à l'UPEC, adossée à sa pluridisciplinarité, et conformément à son affichage comme « Université engagée », une approche universitaire, c'est-à-dire critique et novatrice, des questions posées par la société, à l'opposé d'une approche principalement utilitariste, instrumentalisée ou normative.

### **Formations, enseignement**

. Renforcer tous les dispositifs favorisant la poursuite d'études de licence en master, et de master en doctorat et ne pas se contenter d'augmenter l'offre de formation en licence en réponse aux demandes du Ministère ; car l'UPEC ne doit pas renoncer à une politique de formation universitaire ambitieuse, par la recherche et à la recherche, pour tous les publics étudiants, aussi bien en formation initiale, y compris en formation par apprentissage, qu'en formation continue.

. Recourir au numérique comme outil d'accompagnement de la pédagogie pour ceux qui le souhaitent ; mais préserver l'enseignement en présence qui est et doit rester le fondement de l'université : le numérique ne doit pas servir à résoudre les problèmes d'encadrement et de locaux.

. Ne pas imposer à tous et dans tous les domaines, l'« approche par compétences » aux dépens de la reconnaissance des diplômes universitaires. Refuser l'introduction des certifications privées.

. Renforcer la réussite des étudiants en s'appuyant sur les données et analyses d'un Observatoire des trajectoires étudiantes.

### **L'international**

. Donner enfin un sens et une ligne claire à la politique internationale de l'UPEC, étayés par une large concertation des collègues impliqués à l'international : après les échecs du projet UNES, l'intégration dans l'Alliance européenne AURORA ouvre des perspectives, il faudra faire vivre concrètement cette nouvelle « alliance ».

. Renouer par ailleurs, et pourquoi pas dans le cadre d'AURORA, avec la stratégie des « universités sœurs » afin de ne pas en rester à des accords de papier...

. Travailler, avec les associations étudiantes, à l'amélioration de l'accueil des étudiants étrangers.

### **Vie de campus, vie étudiante**

. Travailler à la rénovation de tous les campus de l'UPEC. Rapprocher les différents sites quand c'est possible (les relier par des pistes cyclables par exemple, avec le soutien des communes).

. Garantir sur chaque site des services de qualité : conditions de formation, salles de travail en libre accès, salles informatiques, bibliothèques, restauration, cafétéria, parkings vélos, casiers, etc.

. Consulter les personnels des sites avant de décider de fermetures ou de déménagements.

. Poursuivre les rénovations écologiques engagées avec la réfection et la végétalisation (enfin programmées !) de la dalle du campus centre.

. Travailler avec les personnels et les associations étudiantes pour limiter les impacts négatifs de ces travaux (prévus pour 2 ans).

. Engager avec les étudiants une réflexion sur l'utilisation des nouveaux espaces pour mettre en place une véritable politique culturelle de campus.

. Simplifier l'accès aux offres sociales de l'Université pour les personnels. Développer toutes les formes possibles d'activités culturelles et festives sur les différents sites de l'UPEC.

. Mettre fin aux contrats d'exclusivité avec les entreprises. Privilégier les alternatives aux contrats avec les GAFAM lorsqu'elles existent.

. Construire une « vidéothèque » disponible sur tous les événements scientifiques ou politiques de l'UPEC. Améliorer l'information en interne sur tous ces événements.

. Prendre à bras-le-corps les problèmes posés aux sites « non-centraux », souvent à l'écart des prises de décisions. Développer le partage des informations et des expériences entre sites.

**VOTEZ « UNION POUR L'UPEC : UNIVERSITÉ PUBLIQUE ÉTHIQUE ET COLLÉGIALE »**

Listes des candidats au CA, à la CR et à la CFVU : <https://colibris.link/union-upec>

Listes soutenues par le SNESUP-FSU, le SGEN-CFDT, FO-ESR, la CGT, le SNALC, ainsi que des collègues non syndiqués

